

LOI N° 2013-12 DU 30 JUILLET 2013

portant règlement définitif du budget général de l'Etat, gestion 2007.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 02 juillet 2013 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Les résultats d'exécution des opérations de la loi de finances rectificative, gestion 2007 sont arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après :

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

OPERATIONS	PREVISIONS		REALISATIONS	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	835 148	1 038 115	702 435	584 156
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	811 824	978 012	692 952	527 514
1.- Budget des Institutions et Ministères	788 189	939 924	678 039	488 903
a.- Recettes des Régies Financières	787 416		678 039	
b.- Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	773		0	
c.- Dépenses ordinaires hors arriérés (*)		464 032		387 810
d.- Dépenses en capital		475 892		101 093
2.- Budget annexe	15 009	27 901	10 546	28 746
- Fonds National des Retraites du Bénin	15 009	27 901	10 546	28 746
3.- Autres budgets	8 626	10 187	4 367	9 865
a.- Caisse Autonome d'Amortissement	6 000	1 386	2 614	1 157
b.- Fonds Routier	2 626	8 801	1 753	8 708
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES		35 774		46 558
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	23 324	24 329	9 483	10 084
- Compte SYDONIA	0	1 005	1 166	372
- Compte Maintien de la Paix	23 324	23 324	8 317	9 712
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	38 236	36 494	36	2 833
I - COMPTES DE PRETS	36	1 720	36	84
II - COMPTES D'AVANCES	38 200	34 774	0	2 749
TOTAL GENERAL	873 384	1 074 609	702 471	586 989
RESULTAT D'EXECUTION		-201 225		115 482

(*) Y compris les reports de crédits de 2006 sur 2007, les Fonds de concours, les transferts et les virements de crédits.

Article 2 : Le montant de l'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2007 en recettes est de 702 470 812 935 francs CFA.

La répartition de cette somme par grandes composantes, figure dans le tableau A et en annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 3 : Le montant de l'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2007 en dépenses est de 586 989 077 515 francs CFA.

La présentation des composantes de cette somme fait l'objet du tableau B et à l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 4 : Le montant des recettes du budget des institutions et ministères de l'Etat est de 678 038 764 208 francs CFA.

La répartition de ce montant fait l'objet du tableau C et de l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 5 : Le montant des dépenses du budget des institutions et ministères de l'Etat est de 488 903 204 115 francs CFA.

La présentation par rubrique des composantes du budget des institutions et ministères de l'Etat en dépenses, figure dans le tableau D et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 6 : Le montant des recettes des régies financières est de 678 038 764 208 francs CFA. Celui des recettes du budget d'investissement de l'administration centrale est de 0 franc CFA.

La répartition de ces montants fait l'objet du tableau E et de l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 7 : Le montant des dépenses ordinaires hors "Variation Nette des Arriérés" s'élève à 387 809 776 276 francs CFA.

La présentation par grandes rubriques de cette somme fait l'objet du tableau F et à l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 8 : Le montant des dépenses en capital est de 101 093 427 839 francs CFA. La présentation par rubrique des composantes de ces Dépenses, fait l'objet du tableau G et des annexes nos 2 et 5 joints à la présente loi.

Article 9 : Le montant des réalisations de recettes du budget annexe (Fonds National des Retraites du Bénin) s'élève à 10 546 339 093 francs CFA (cf. tableau H et annexe n° 2).

Le montant des dépenses effectives du budget annexe (Fonds National des Retraites du Bénin) s'élève à 28 745 548 692 francs CFA (cf. tableau I et annexe n° 2).

Article 10 : Le montant des réalisations de recettes de la Caisse Autonome d'Amortissement s'élève à 2 613 668 212 francs CFA.

Le détail de ces réalisations de recettes figure dans le tableau J et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 11 : Le montant des opérations de dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement s'élève à 1 157 289 960 francs CFA.

Le détail de ces opérations de dépenses figure à l'annexe n° 2 joint à la présente loi.

Article 12 : Le montant des opérations du Fonds Routier en recettes est de 1 753 595 802 francs CFA.

Le détail de ces réalisations figure dans le tableau K et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 13 : Les réalisations du budget du Fonds Routier en dépenses sont de 8 708 477 196 francs CFA.

Le détail de ces réalisations figure dans le tableau L et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 14 : Le montant des arriérés ordonnancés et acceptés au titre de la gestion 2007, s'élève à 46 557 852 514 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 15 : Le montant des réalisations de recettes du compte "SYDONIA" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 1 165 884 898 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Le montant des réalisations de dépenses du compte "SYDONIA" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 371 817 573 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 16 : Le montant des réalisations de recettes du compte "Maintien de la Paix" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 8 316 860 722 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Le montant des réalisations de dépenses du compte "Maintien de la Paix" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 9 711 787 465 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 17 : Les opérations à caractère temporaire au titre de la gestion 2007, s'élèvent en réalisation de recettes à 35 700 000 francs CFA dont la décomposition figure en annexes nos 2 et 3 joints à la présente loi.

Article 18 : Le montant des réalisations de dépenses des opérations à caractère temporaire au titre de la gestion 2007, s'élève à 2 833 100 000 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 19 : Les ressources extérieures affectées au financement des dépenses en capital exécutées au titre de la gestion 2007, sont de 10 916 293 155 francs CFA (cf. annexe n° 5).

Article 20 : Le résultat d'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2007 est excédentaire de 115 481 735 420 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 21 : Le Résultat de type patrimonial, gestion 2007, est créditeur de 109 933 196 488 francs CFA (cf. annexe n° 4).

Article 22 : Est établi, le compte de résultat de l'année 2007 (le solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor), le montant de 124 378 497 980 francs CFA.

* Au plan budgétaire :

Il s'agit de la somme algébrique des soldes ci-après :

- Solde des opérations du budget des Institutions et Ministères de l'Etat : 142 577 707 579 francs CFA
- Solde des opérations du Fonds National des Retraites du Bénin : -18 199 209 599 francs CFA

Solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor, gestion 2007 : 124 378 497 980 francs CFA

* Au plan comptable :

Ici, le solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor est déterminé par la somme algébrique des résultats ci-après :

- Résultat d'exécution de la loi de finances, gestion 2007..... : 115 481 735 420 francs CFA
- Résultat d'exécution des opérations de la CAA..... : -1 456 378 252 francs CFA
- Résultat d'exécution des opérations du Fonds Routier..... : 6 954 881 394 francs CFA
- Résultat d'exécution des opérations du compte d'affectation spéciale..... : 600 859 418 francs CFA
- Résultat d'exécution des opérations des Comptes Spéciaux du Trésor..... : 2 797 400 000 francs CFA

Solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor, gestion 2007..... : 124 378 497 980 francs CFA

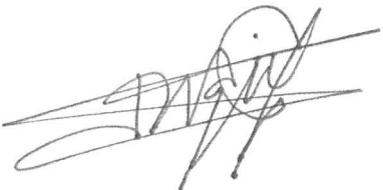
Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts du trésor de la somme de 124 378 497 980 francs CFA.

Article 23 : Sont approuvées, les ouvertures complémentaires de crédits et les annulations de crédits constatées à la clôture de l'année budgétaire 2007, soit respectivement 87 018 614 837 francs CFA et 244 242 312 496 francs CFA telles qu'elles résultent du tableau M annexé à la présente loi.

Article 24 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.-

Fait à Cotonou, le 30 juillet 2013
Porto-Novo, le 02 juillet 2013

Le Président de l'Assemblée Nationale,



Professeur Mathurin Coffi **NAGO**

*Par le PR, CG, CG
DE BY*

*Le PR
KIK*

*Le PR
J-G*

TABLEAUX

42

TABLEAU A**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, GESTION 2007****RECETTES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

DESIGNATION DES RECETTES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	Recettes des Régies financières et autres recettes	787 416	678 039	86,11
2	Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	773	0	0,00
3	Budget du F.N.R.B.	15 009	10 546	70,26
4	Budget de la C.A.A.	6 000	2 614	43,57
5	Budget du Fonds Routier	2 626	1 753	66,76
6	Compte d'affectation spéciale	23 324	9 483	-
7	Opérations à caractère temporaire	38 236	36	0,09
TOTAL GENERAL :		873 384	702 471	80,43

TABLEAU B**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, GESTION 2007****DEPENSES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	1 038 115	584 156	56,27
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	978 012	527 514	53,94
1.- Budget des Institutions et Ministères	939 924	488 903	52,02
a.- Recettes des Administrations financières			
b.- Budget d'Investissement de l'Administration Centrale			
c.- Dépenses ordinaires hors arriérés	464 032	387 810	83,57
d.- Dépenses en capital	475 892	101 093	21,24
2.- Budget annexe	27 901	28 746	103,03
- Fonds National des Retraites du Bénin	27 901	28 746	103,03
3.- Autres budgets	10 187	9 865	96,84
a.- Caisse Autonome d'Amortissement	1 386	1 157	83,48
b.- Fonds Routier	8 801	8 708	98,94
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES	35 774	46 558	130,14
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	24 329	10 084	41,45
- Compte SYDONIA	1 005	372	-
- Compte Maintien de la Paix	23 324	9 712	41,64
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	36 494	2 833	0,00
i - Comptes de prêts	1 720	84	-
ii - Comptes d'avances	34 774	2 749	-
Total A	1 074 609	586 989	54,62

TABLEAU C**EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTÈRES DE L'ÉTAT,
GESTION 2007****RECETTES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
I	RECETTES DES REGIES FINANCIERES	<u>470 700</u>	<u>475 781</u>	<u>101,08</u>
1	D.G.D.D.I.	239 600	253 022	105,60
2	D.G.I.D.	211 300	204 327	96,70
3	D.G.T.C.P.	19 800	18 432	93,09
II	AUTRES RESSOURCES	<u>316 716</u>	<u>202 258</u>	<u>63,86</u>
III	BIAC	<u>773</u>	<u>0</u>	<u>0,00</u>
TOTAL :		788 189	678 039	86,02

TABLEAU D**EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTÈRES DE L'ÉTAT,
GESTION 2007****DEPENSES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	Dépenses ordinaires hors arriérés	464 032	(*) 387 810	83,57
2	Dépenses en capital	475 892	101 093	21,24
TOTAL :		939 924	488 903	52,02

(*) Non compris le montant de 46.558 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

TABLEAU E**EXECUTION DES RECETTES DES ADMINISTRATIONS FINANCIERES, GESTION 2007**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
I	RECETTES DES REGIES FINANCIERES	<u>470 700</u>	<u>475 781</u>	<u>101,08</u>
1	D.G.D.D.I.	239 600	253 022	105,60
2	D.G.I.D.	211 300	204 327	96,70
3	D.G.T.C.P.	19 800	18 432	93,09
II	AUTRES RESSOURCES	<u>316 716</u>	<u>202 258</u>	<u>63,86</u>
III	BIAC	<u>773</u>	<u>0</u>	<u>0,00</u>
TOTAL :		788 189	678 039	86,02

TABLEAU F**EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES HORS ARRIERES, GESTION 2007**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dette publique	6 357	18 344	288,56%
- intérieure (arriérés sal. et non sal.)	-33 266	690	
- extérieure	39 623	17 654	
2 Dépenses de personnel	173 048	171 649	99,19%
3 Autres dépenses de fonctionnement	131 868	96 497	73,18%
4 Dépenses de transfert	152 759	128 747	84,28%
5 MP 3 et CD 2	-	18 330	-
6 Frais de tenue de compte	-	4	-
7 Crédits délégués exécutés non intégrés dans D-sigfip (imputation définitive)	-	797	-
TOTAL GENERAL	464 032	(*) 434 368	93,61%

(*) Y compris le montant de 46.558 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

TABLEAU G**EXECUTION DES DEPENSES EN CAPITAL, GESTION 2007**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
I - DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES	217 505	90 177	41,46%
1 Administrations centrales	216 732	90 177	41,61%
2 Collectivités locales et autres	773	0	0,00%
II - DEPENSES SUR RESSOURCES EXTERIEURES	258 387	10 916	4,22%
TOTAL GENERAL (*)	475 892	101 093	21,24%

TABLEAU H**EXECUTION DU BUDGET ANNEXE : FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN,
GESTION 2007**

(RECETTES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
2 Versement des retenues et parts contributives	14 059	10 287	73,17%
2 Validation des Services	950	259	27,26%
TOTAL GENERAL	15 009	10 546	70,26%

TABLEAU I**EXECUTION DU BUDGET ANNEXE : FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN,
GESTION 2007**

(DEPENSES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses de fonctionnement	2 351	1 536	65,33%
2 Arrérages de pension	25 550	27 210	106,50%
TOTAL GENERAL	27 901	28 746	103,03%

TABLEAU J

**EXECUTION DU BUDGET DE LA Caisse AUTONOME D'AMORTISSEMENT,
GESTION 2007**

(RECETTES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	Prêts rétrocedés	5 995	2 614	43,60%
2	Bonifications prêts	0	0	-
3	Commissions d'Aval	0	0	-
4	Loyers	5	0	0,00%
5	Ressources exceptionnelles du budget	0	-	-
6	Divers	0	-	-
TOTAL GENERAL		6 000	2 614	43,57%

TABLEAU K**EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER, GESTION 2007****(RECETTES)**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Taxes sur ponts bascules	5	13	260,00%
2 Taxes sur pont de Porto-Novo	0	0	-
3 Taxes sur pont du Mono / Sazué	124	228	183,87%
4 Taxes de péage	2 497	1 470	58,87%
5 Recettes diverses	0	42	-
TOTAL GENERAL	2 626	1 753	66,76%

TABLEAU L**EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER, GESTION 2007****(DÉPENSES)**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses de personnel	130	105	80,77%
2 Achats de biens et services	8 340	8 340	100,00%
3 Autres transferts courants	281	213	75,80%
4 Equipements socio-administratifs	50	50	100,00%
TOTAL GENERAL	8 801	8 708	98,94%

TABLEAU M

**SITUATION DES CREDITS A ANNULER OU A REPORTER ET DES OUVERTURES DE CREDITS
COMPLEMENTAIRES, GESTION 2007**

(EN FRANCS CFA)

SECTIONS BUDGE- TAIRES	LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES				TOTAL CREDITS CONSOMMES	CREDITS			
		CREDITS INITIAUX	REPORTS DE CREDITS	FONDS DE CONCOURS	TOTAL CREDITS OUVERTS		NON CONSOMMES	A REPORTER	A ANNULER	OUVERTURES COMPLEMENTAIRES
10	ASSEMBLEE NATIONALE	7 136 627 000	0	0	7 136 627 000	6 767 268 181	369 358 819		369 358 819	
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	742 888 000			742 888 000	740 274 198	2 613 802		2 613 802	
12	COUR SUPREME	3 144 710 000	44 144 000		3 188 854 000	1 379 958 561	1 808 895 439	991 919 248	816 976 191	
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 039 153 000	34 843 268		1 073 996 268	980 512 676	93 483 592	47 215 349	46 268 243	
14	HAUTE AUTORITE AUDIO-VISUELLE ET COMM.	1 262 812 000	99 015 707		1 361 827 707	1 203 138 596	158 689 111	85 000 000	73 689 111	
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	532 452 000	20 803 007		553 255 007	434 992 969	118 262 038	8 516 859	109 745 179	
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	14 284 036 000	599 941 881		14 883 977 881	4 656 928 321	10 227 049 560	7 950 758 860	2 276 290 700	
21	EX - PRIMATURE									
22	MINIS. DEFENSE NATIONALE	32 660 542 000	2 948 792 365		35 609 334 365	27 952 423 427	7 656 910 938	6 526 211 849	1 130 699 089	
23	MINIS. INTERIEUR SEC. ET COLLECT. LOC.	(*) 20 879 091 000	2 238 125 323		2 238 125 323	12 614 979 722	0	3 743 091 340	0	10 376 854 399
24	MINIS AFFAIRES ETRANGERES				0		0			
25	MINIS. ECONOMIE ET DES FINANCES	14 439 218 000			14 439 218 000	4 377 178 119	10 062 039 881	16 193 513 325		
26	MINIS. JUSTICE, LEGISLAT. ET DROITS HOM.	6 838 887 000			6 838 887 000	3 428 195 881	3 410 691 119	1 905 840 387	1 504 850 732	
27	MINIS. COORD. ACTION GOUVERNEMENTALE				0		0			
28	MINIS. CHARGE RELAT. AVEC INSTITUTIONS	982 224 000			982 224 000	533 972 617	448 251 383	443 789 393	4 461 990	

29	MINIS. EDUCATION NATIONALE								
30	MINIS. TRAV. PUBLICS ET TRANSP.			0		0			
31	MINIS. FONCT. PUBLIQUE			0		0			
32	MINIS. CHARGE DE LA COMMUNICATION	4 639 631 000	833 346 508	5 472 977 508	2 702 304 597	2 770 672 911	2 655 832 113	114 840 798	
33	MINIS. INDUSTRIE COMMERCE ET EMPLOI			0		0			
34	MINIS. ENVIRONN. HABITAT ET URBANISME			0		0			
35	MINIS. TRAVAIL, EMPLOI ET AFF. SOCIALES								
36	MINIS. DE LA SANTE	46 525 371 000	14 984 759 911	61 510 130 911	28 490 718 623	33 019 412 288	49 607 354 194		
37	MINIS. ENERGIE, MINES ET DE L'EAU	17 764 993 000	20 834 882 583	38 599 875 583	6 883 030 947	31 716 844 636	73 551 452 417		
38	MINIS. CULTURE, ARTISANAT ET TOURISME	5 372 659 000		5 372 659 000	1 926 855 250	3 445 803 750	1 920 627 276	1 525 176 474	
39	MINIS. AGRICULT. ELEVAGE ET PECHE	22 849 565 000	15 027 860 455	37 877 425 455	17 646 430 040	20 230 995 415	28 750 815 258		
40	MINIS. JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	9 015 658 000		9 015 658 000	1 364 099 007	7 651 558 993	426 431 434	7 225 127 559	
41	MINIS. FAMILLE ET ENFANT	4 060 645 000	602 630 501	4 663 275 501	2 049 488 932	2 613 786 569	1 135 976 654	1 477 809 915	
42	MINIS. ENSEIGNEMENTS PRIM. SECONDAIRE	(*) 91 077 924 000	11 816 338 547	11 816 338 547	44 029 172 825	0	13 141 506 866		32 212 834 278
43	MINIS. ENSEIGN. TECH. FORMAT. PROF.			0		0			
44	MINIS. ENSEIGN. SUP. RECH. SCIENTFQ.	21 786 479 000	243 090 997	22 029 569 997	6 137 744 852	15 891 825 145	4 239 387 573	11 652 437 572	
45	MINIS. AFFAIRES ETRANGERES	(*) 12 457 376 000	580 172 586	580 172 586	11 507 094 376	0	2 252 009 870		10 926 921 790
46	MINIS. INTEGRAT AFRICAINE BENINOIS EXT.	865 088 000	23 691 304	23 691 304	330 574 072	0	23 691 304		306 882 768
47	MINIS. DVLPMT ECONOMIE ET FINANCES	(*) 10 789 090 000	14 030 308 580	14 030 308 580	7 247 952 141	6 782 356 439	15 769 566 267		
48	MINIS. CHARGE DU BUDGET	11 444 262 000	1 329 548 070	12 773 810 070	8 470 437 615	4 303 372 455	2 652 564 558	1 650 807 897	
49	MINIS. MICROFINANCE EMPLOI JEUNES FEM.	19 041 588 000	1 484 643 123	20 526 231 123	18 719 695 566	1 806 535 557	3 294 286 814		
50	MINIS. JUSTICE RELATIONS AVEC INSTITUT.	(*) 7 169 456 000	1 275 303 664	1 275 303 664	2 349 318 468	0	1 723 352 835		1 074 014 804
51	MINIS. DELEGUE TRANSPORTS TERRESTRES	30 919 257 000	32 401 130 392	63 320 387 392	17 486 753 869	45 833 633 523	71 806 480 624		
52	MINIS. TRAVAIL ET FONCTION PUBLIQUE	4 388 481 000	366 948 102	4 755 429 102	3 901 490 184	853 938 918	673 766 843	180 172 075	

53	MINIS. REFORME ADMINISTRAT. ET INSTITUT.	833 080 000	137 316 670		970 396 670	528 450 089	441 946 581	278 469 320	163 477 261	
54	MINIS. INDUSTRIE ET COMMERCE	(*) 8 701 157 000	4 647 624 813		4 647 624 813	5 389 704 143	0	9 272 156 494		742 079 330
55	MINIS. ENVIRONNEMENT ET PROTECT NATURE	5 573 235 000	5 437 094 358		11 010 329 358	3 720 195 620	7 290 133 738	16 875 298 339		
56	MINIS. ARTISANAT ET TOURISME	(*) 2 992 126 000	994 169 203		994 169 203	1 220 636 838	0	580 356 865		226 467 635
57	MINIS. CULTURE, JEUNESSE, SPORTS LOISIRS	(*) 6 963 722 000	1 930 921 837		1 930 921 837	8 379 936 016	0	489 543 125		6 449 014 179
58	MINIS. ENSEIGNT SUP. FORMAT. PROFESSNL.	(*) 26 701 572 000	3 857 957 278		3 857 957 278	14 238 957 357	0	7 415 604 687		10 381 000 079
59	MINIS. URBANISME, REF. FONCIERE ET EROSION	14 913 228 000	12 033 746 731		20 946 974 731	14 238 957 357	12 708 017 374	21 472 343 374		
60	MINIS. INTERIEUR ET SECURITE PUBLIQUE	11 180 997 000	0		11 180 997 000	5 143 429 608	6 037 567 392	2 309 500 826	3 728 066 566	
61	MINIS. DECENTRALISAT AMENAGMT TERRIT.	9 698 094 000	0		9 698 094 000	1 432 211 722	8 265 882 278	2 451 310 549	5 814 571 729	
62	MINIS. ENSEIGNMT MATERNEL ET PRIMAIRE	73 893 304 000	0		73 893 304 000	23 875 592 685	50 017 711 315	27 136 054 087	22 881 657 228	
63	MINIS. ENSEIGNMT SEC. FORMAT TECH. PROF	29 430 213 000	0		29 430 213 000	2 954 066 319	26 476 146 681	9 933 016 205	16 543 130 476	
64	MINIS. AFFAIRES ETRANG. INT. AFRC. FRANCO.	14 083 724 000	0		14 083 724 000	2 353 739 335	11 729 984 665	2 300 249 117	9 429 735 548	
65	MINIS. PROSPECTIVE DVLPMET ET EVALUAT.	7 170 454 000	0		7 170 454 000	1 688 753 972	5 481 700 028	11 970 076 974		
921	DEPENSES COMMUNES	28 133 356 000			28 133 356 000	31 460 875 745	0			3 327 519 745
922	DEPENSES DIVERSES	30 721 193 000			30 721 193 000	30 932 278 316	0			211 085 316
923	DEPENSES D'INTERVENTIONS PUBLIQUES	54 857 226 000			54 857 226 000	43 613 721 581	11 243 504 419		11 243 504 419	
941	TRANSFERT AU TITRE DES TAXES AFFECTEES	35 773 912 000			35 773 912 000	46 557 852 514	0			10 783 940 514
	DETTE PUBLIQUE	42 131 000 000			42 131 000 000	18 344 091 629	23 786 908 371		23 786 908 371	
	AUTRES DEPENSES DIVERSES	134 433 757 000			134 433 757 000	13 943 822 248	120 489 934 752		120 489 934 752	
	TOTAUX	773 698 911 000	149 077 462 764	52 922 259 565	975 698 633 329	516 330 257 726	495 246 419 875	424 004 939 472	244 242 312 496	87 018 614 837

(*) Montants non pris en compte dans le total des crédits ouverts.

ANNEXES

ANNEE N° 1**SITUATION PREVISIONNELLE DES DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT, GESTION 2007**

(En francs CFA)

Libellé des natures de crédits (1)	Dotations initiales (crédits votés) (2)	Fonds de concours (3)	Reports de crédits de 2004 sur 2005 (4)	Total des crédits ouverts (5) = (2)+(3)+(4)
I - DEPENSES ORDINAIRES	487 614 021 000	0	12 192 572 365	499 806 593 365
Dette publique	42 131 000 000	0	0	42 131 000 000
Dette publique intérieure	2 507 759 000	0	0	2 507 759 000
Dette publique extérieure	39 623 241 000	0	0	39 623 241 000
Dépenses de Personnel	173 048 240 000	0	0	173 048 240 000
Dépenses de personnel réparties	124 258 455 000		0	124 258 455 000
Dépenses de personnel non réparties	48 789 785 000	0	0	48 789 785 000
Dépenses de Fonctionnement	121 939 736 000	0	9 928 650 716	131 868 386 716
Achat de biens et services répartis	58 895 452 000		6 246 266 840	65 141 718 840
Achat de biens et services non répartis	43 746 676 000	0	0	43 746 676 000
Acquisitions et grosses réparations	19 297 608 000		3 682 383 876	22 979 991 876
Dépenses de Transfert	150 495 045 000	0	2 263 921 649	152 758 966 649
Subvention d'exploitation	35 386 841 000	276 366 000	1 036 342 578	36 699 549 578
Autres transferts courants	96 078 204 000	-276 366 000	1 227 579 071	97 029 417 071
Charges exceptionnelles	19 030 000 000		0	19 030 000 000
II - DEPENSES EN CAPITAL	286 084 890 000	52 922 259 565	136 884 690 399	475 892 039 964
Projets - ressources intérieures	160 352 290 000	1 781 689 000	55 371 247 161	217 505 226 161
Projets - ressources extérieures	125 732 600 000	52 922 259 565	81 513 643 238	258 386 813 803
TOTAL PARTIEL	773 698 911 000	52 922 259 565	149 077 462 764	975 698 633 329
Règlement MP3 et CD2 liés aux ressources intérieures non régularisées				
Crédits délégués exécutés (à imputation définitive)				
Règlement frais de tenue de compte et de téléx				
TOTAL GENERAL	773 698 911 000	52 922 259 565	149 077 462 764	975 698 633 329

ANNEXE N° 2**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, GESTION 2007**

(EN FRANCS CFA)

OPERATIONS		RECETTES	DEPENSES	SOLDE
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF		702 435 112 935	584 155 977 515	118 279 135 420
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT		692 952 367 315	527 514 519 963	165 437 847 352
1	Budget des Institutions et Ministères	678 038 764 208	488 903 204 115	189 135 560 093
	a - Recettes des régies	678 038 764 208		678 038 764 208
	b - BIAC	0		0
	c - Dépenses ordinaires hors arriérés		387 809 776 276	-387 809 776 276
	d - Dépenses en capital		101 093 427 839	-101 093 427 839
2	Budget annexe	10 546 339 093	28 745 548 692	-18 199 209 599
	- Fonds National des Retraites du Bénin	10 546 339 093	28 745 548 692	-18 199 209 599
3	Autres budgets	4 367 264 014	9 865 767 156	-5 498 503 142
	a - Caisse Autonome d'Amortissement	2 613 668 212	1 157 289 960	1 456 378 252
	b - Fonds Routier	1 753 595 802	8 708 477 196	-6 954 881 394
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES		0	46 557 852 514	-46 557 852 514
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE		9 482 745 620	10 083 605 038	-600 859 418
	- Compte SYDONIA	1 165 884 898	371 817 573	794 067 325
	- Compte Maintien de la Paix	8 316 860 722	9 711 787 465	-1 394 926 743
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		35 700 000	2 833 100 000	-2 797 400 000
I - COMPTES DE PRÊT		35 700 000	84 000 000	-48 300 000
II - COMPTES D'AVANCE		0	2 749 100 000	-2 749 100 000
TOTAL :		702 470 812 935	586 989 077 515	
RESULTAT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2007 :				115 481 735 420

ANNEXE N° 3**REMBOURSEMENT DES AVANCES ET PRETS, GESTION 2007****(SOLDES CREDITEURS)**

(EN FRANCS CFA)

COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
967.554.2	Prêts aux Députés	0
967.554.3	Prêts aux membres du Conseil Economique et Social (CES)	35 700 000
TOTAL:		35 700 000

(SOLDES DEBITEURS)

(EN FRANCS CFA)

COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
967.55.1	Prêts aux Administrations publiques	84 000 000
967.662.1	Avances à la SONAPRA	2 525 000 000
967.662.8	Avances à la CSPR	0
967.662.9	Avances à l'ONASA	180 000 000
967.664.1	Avances aux Collectivités locales	44 100 000
TOTAL:		2 833 100 000

ANNEXE N° 4**TABLEAU RECAPITULATIF DES PRODUITS ET CHARGES, GESTION 2007**

(EN FRANCS CFA)

N° de compte	PRODUITS	MONTANTS	N° de compte	CHARGES	MONTANTS
71	Recettes fiscales	435 443 228 102	61	Dépenses de personnel	175 529 596 564
72	Recettes non fiscales	105 785 367 230	62	Achats de biens et services (y compris les charges exceptionnelles)	142 495 259 534
73	Transferts reçus d'autres budgets (Recettes non fiscales)	-	64	Transferts courants (y compris les subventions d'exploitation)	119 025 713 029
74	Dons programmes	0	65	Intérêts et frais financiers	-
76	Produits exceptionnels	4 925 402 958	66	Charges exceptionnelles (SYDONIA)	371 817 573
76	Produits SYDONIA	1 165 884 898	66	Autres charges exceptionnelles	-
76	Produits issus des opérations à caractère temporaire	35 700 000		Total des charges	437 422 386 700
				Résultat (solde créditeur)	109 933 196 488
	TOTAL GENERAL	547 355 583 188		TOTAL GENERAL	547 355 583 188

ANNEXE N° 6 : BILAN DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2007

(En francs CFA)

ACTIF		Brut 2007	PASSIF		Brut 2007
<u>Actif immobilisé</u>			<u>Situation nette (1)</u>		230 109 468 935
21	Immobilisations incorporelles (Progiciels, Brevets, etc.)	791 849 098	112	Report à nouveau	63 503 081 280
22	Sols - Sous-sols	3 001 447 958	117	Résultats de l'année (Compte de résultat patrimonial)	109 933 196 488
23	Immeubles	51 024 170 592	117.1	Résultat des opérations du Budget Général	109 933 196 488
24	Meubles	25 520 931 940	12	Dons projets et legs	56 673 191 167
25	Equipements militaires	6 887 999 394	<u>Dettes financières (2)</u>		220 288 881 065
26	Prêts / Participation - Cautionnements	4 250 938 172	15	Emprunts projets multilatéraux	12 687 547 083
27	Transfert en capital	1 344 019 302	16	Tirages sur emprunts programmes	150 354 466 786
29	Prêts et avances	0	17	Tirages sur autres emprunts - Extérieurs (CAA)	57 246 867 196
<u>Total Actif immobilisé</u>		92 821 356 456	<u>Total I (1 + 2)</u>		450 398 350 000
36	Avancées aux Régies	15 640 519 038	<u>Autres dettes</u>		
39	Transfert de dépenses	2 386 030 875	36	Services non personnalisés de l'Etat	585 158 965
<u>Actif circulant</u>			39	Transfert de recettes	11 426 700 280
41	Redevables	5 648 632 028	40	Dépenses en instance de règlement	135 378 415 496
42	Déposants	130 475 000	42	Déposants	105 888 625 623
43	Correspondants, coll. et Ets loc.	-	43	Correspondants, Coll. et Etablissements locaux	2 605 116 801
44	Autres correspondants du Trésor	9 413 628	44	Autres correspondants du Trésor	523 075 315
45	Opérations avec l'étranger	1 110 583 295	45	Opérations avec l'étranger	72 576 745
46	Débiteurs divers :		46	Débiteurs et créditeurs divers	56 412 470 186
47	Décassements à régulariser	6 745 626 728	47	Comptes transitoires ou d'attentes créditeurs	69 584 709 150
48	Comptes transitoires ou d'attente	486 890 912 384	<u>Total II</u>		382 476 848 561
49	Comptes de régularisation	727 283 473	51	Banques, Etablissements financiers et assimilés	0
50	Banques, Etablissements financiers et assimilés	215 696 667 336	58	Mouvements entre comptes financiers	0
51	Caisse	5 067 698 320			
52	Mouvements entre comptes financiers	0			
<u>Total Actif circulant</u>		722 027 292 192			
TOTAL GENERAL :		832 875 198 561	TOTAL GENERAL :		832 875 198 561

Article 23 : Sont approuvées, les ouvertures complémentaires de crédits et les annulations de crédits constatées à la clôture de l'année budgétaire 2007, soit respectivement 87 018 614 837 francs CFA et 244 242 312 496 francs CFA telles qu'elles résultent du tableau M annexé à la présente loi.

Article 24 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.-

Fait à Cotonou, le 30 juillet 2013,

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



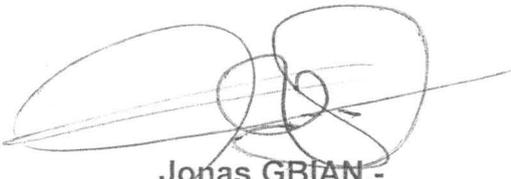
Dr Boni YAYI.-

Le Premier Ministre Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale,
de l'Evaluation des Politiques Publiques, du Programme de
Dénationalisation et du Dialogue Social,



Pascal Irénée KOUPAKI.-

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Jonas GBIAN.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 PMCCAGEPPPPDDS 4 MJLDH 4 MDGLAAT 4 autres Ministères 24 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DGCST-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA-IGE 4 UAC-ENAM-FADESP 3 UP-FDSP2 JO 1